



Action et engagement... pour une agriculture durable

Accueil

navigation



Création 2001-10-15



au coeur de notre vie

Protection de l'environnement
et préservation des ressources
(eau - air - sol)
Gestion des risques associés
à la pratique et au développement
des activités agricoles.

équilibre



Action et engagement... pour une agriculture durable Un mouvement de progrès et une prise de conscience qui s'accroissent

Ces dernières années, les intervenants du monde agricole se sont fermement engagés en faveur d'une agriculture durable - à la fois économiquement viable, responsable à l'égard de l'environnement et socialement acceptable.

C'est dans un esprit de continuité et de concertation qu'ils impulsent un nouvel élan dans la collectivité, notamment par la mise en œuvre :

- du plan d'action du groupe de travail
« Un environnement à valoriser »,
- de la Stratégie agroenvironnementale de l'[UPA](#) (Union des producteurs agricoles),
- du Plan agroenvironnemental de la production porcine de la [Fédération des producteurs de porcs du Québec](#).

D'objectifs réalistes et mesurables surgissent des interventions publiques cohérentes et des actions concrètes dans les entreprises agricoles, qui se traduisent par des changements accélérés et progressistes. Ceux-ci contribuent à réduire les risques de pollution ponctuelle et diffuse en milieu agricole.

Par exemple, un nombre croissant d'agriculteurs, avec d'autres acteurs économiques, participent à des projets-pilotes de gestion intégrée des ressources par bassin versant dans plusieurs endroits du Québec : les rivières Boyer, Châteauguay, Chaudière, Fouquette, Kamouraska, Richelieu, Sainte-Anne et Yamaska ainsi que les ruisseaux Perron, Saint-Esprit et Turmel.

Dans cette évolution, un mélange de conviction, de fierté et d'émulation s'instaure chez les producteurs et productrices agricoles, face à un nouveau défi : la « performance environnementale ».

Ainsi, depuis quelques années déjà, on ne cesse d'observer des avancées tangibles, bénéfiques pour les générations actuelles et futures. De fait, on note des résultats agréablement encourageants pour la conservation des sols et la protection des cours d'eau, ainsi que la gestion du fumier et des autres intrants agricoles (engrais minéraux, compost de ferme, pesticides...).

Cette progression est rendue possible grâce à la responsabilisation accrue des entreprises agricoles et à l'offre grandissante d'outils d'appoint comme des guides de bonnes pratiques, des outils d'aide à la décision, des instruments de la géomatique et de l'agriculture de précision (images spatiales et aériennes, récepteurs GPS...).



En agriculture, la pollution prend deux formes...

Des actions parmi tant d'autres, à la fois simples, pratiques et efficaces...

introduction

Introduction

navigation

Création 2001-10-15

[page d'accueil](#)

[haut de la page](#)



Action et engagement... pour une agriculture durable

Rédaction

MAPAQ - Direction générale de la formation,
de l'agroenvironnement et des technologies
- Direction de l'environnement et du
développement durable

Révision technique

Pierre Jobin, consultant

Conception, graphisme et montage

Bleu Outremer

Illustration et photographie

MAPAQ - Direction des
communications pour la plupart des images

Sources d'information

Québec, groupe de travail « Un environnement à valoriser » (2000).

Bilan an 1 (avril 1999 à mars 2000) – Plan d'action 1998-2005

« Un environnement à valoriser ».

MAPAQ (Québec) : 64 p. + annexes.

Québec, groupe de travail « Un environnement à valoriser » (2001).

Bilan an 2 (avril 2000 à mars 2001) – Plan d'action 1998-2005

« Un environnement à valoriser ».

MAPAQ (Québec) : 95 p. + annexes.

Québec, MAPAQ (2001). Le Québec bioalimentaire en un coup d'œil (édition 2000). – Portrait statistique du Québec bioalimentaire.

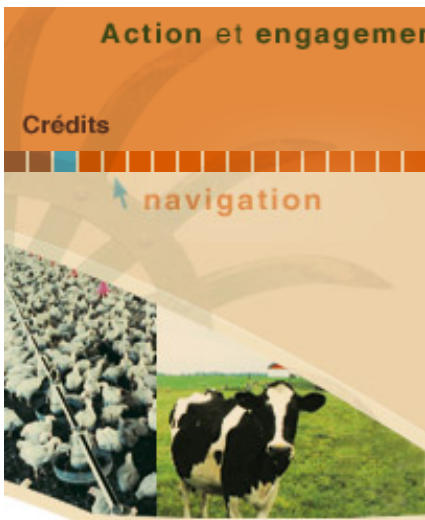
Distribution Univers (Québec) : 32 p.

BPR Groupe-conseil et GREPA (1999). **Portrait agroenvironnemental des fermes du Québec**
(rapport présenté à l'Union des producteurs agricoles, au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries
et de l'Alimentation ainsi qu'à l'Institut de recherche et de développement en agroenvironnement
inc.).

Union des producteurs agricoles (Longueuil) : 157 p.

[page d'accueil](#)

[haut de la page](#)



Création 2001-10-15



crédits



Action et engagement... pour une agriculture durable

Une agriculture durable demande que l'on utilise

sainement les ressources naturelles pour maintenir la fertilité du sol et préserver la qualité de l'eau et de l'air. Mais, au préalable, elle exige que l'on connaisse et maîtrise les risques de dégradation et de pollution de l'environnement en milieu agricole (agroenvironnement).

Le Portrait agroenvironnemental des fermes du Québec

Ce portrait constitue un pas important vers une meilleure compréhension des problématiques et des enjeux.

Il est le fruit d'un partenariat entre l'État et l'UPA (Union des producteurs agricoles).

Réalisé en 1998-1999, il recense 17 915 fermes, soit 88 % des quelque 20 000 entreprises visées au départ. Il s'appuie largement sur des indicateurs de risque, qui permettent de cerner les problèmes les plus critiques, tant en matière de pollution ponctuelle que diffuse.

Un vaste chantier, qui fait intervenir une multiplicité d'acteurs

La démarche vers une agriculture durable ne s'improvise pas du jour au lendemain. Elle s'inscrit dans un *grand chantier agroenvironnemental*, piloté par le groupe de travail « Un environnement à valoriser ».

Ce groupe est issu d'un large consensus dans les milieux gouvernemental, municipal, environnemental, agricole, professionnel et associatif. Par son plan d'action sans cesse enrichi et consolidé, il touche, avec force, quelque 20 000 fermes représentant 90 % des activités agricoles du Québec - résolument engagées vers une agriculture durable.

Les efforts et initiatives que ce groupe suscite vont, d'ailleurs, dans le sens de l'action commune et solidaire, première garante d'une cohabitation harmonieuse en zone rurale.

À court, moyen et long terme, des gains sensibles en découleront au chapitre de la gestion du territoire et de la préservation des ressources.

[page d'accueil](#)

[haut de la page](#)



Création 2001-10-15



Action et engagement... pour une agriculture durable

La réduction du fumier à la source

par la diminution des déjections animales et de leur contenu en azote et en phosphore, grâce à de nouvelles méthodes d'alimentation et à la sélection génétique des animaux qui tendent à optimiser l'assimilation des aliments

Des méthodes d'alimentation actuelles :

- l'emploi de l'enzyme phytase
- une alimentation multiphase combinant plusieurs types de moulée

L'entreposage étanche du fumier

dans des installations de stockage suffisantes, durables et sécuritaires

Le fumier d'environ 80 % du cheptel est entreposé dans des ouvrages étanches.

L'épandage au champ du fumier

à l'aide d'équipement perfectionné assurant une application précise et uniforme à de faibles dosages (correspondant aux besoins réels des cultures en éléments fertilisants), avec atténuation des odeurs incommodes

Le traitement du fumier

à la ferme (« individuel » ou « semi-collectif ») ou en usine (« collectif ») au moyen de technologies québécoises originales et prometteuses débouchant sur du compost ou des biofertilisants tout usage commercialisables

2 centres régionaux de traitement – dans Charlevoix et en Chaudière-Appalaches

8 vitrines technologiques ou unités témoins – dans plusieurs régions



Des façons de faire pour valoriser le fumier sur le plan agronomique, économique et environnemental

gestion du fumier

Gestion du fumier
saine et efficace

navigation

Création 2001-10-15

[page d'accueil](#)

[haut de la page](#)



Action et engagement... pour une agriculture durable

Des analyses détaillées et régulières de sol et de fumier

qui constituent maintenant des incontournables dans la préparation du *PAEF*, personnalisé et élaboré en fonction des résultats de ces analyses

Le PAEF ou plan agroenvironnemental de fertilisation

qui permet une conduite raisonnée de la fertilisation des sols, éliminant ou réduisant au maximum les risques environnementaux, car il prend en compte les caractéristiques du sol, les besoins des cultures et la nature des fertilisants utilisés

Une norme québécoise avant-gardiste pour le phosphore

qui a caractère d'obligation et qui s'appuie sur deux critères d'analyse du sol : sa teneur et sa saturation (capacité de fixation) en phosphore

[page d'accueil](#)



Des mesures et des outils pour éviter la surfertilisation des surfaces cultivées dans une perspective de gestion équilibrée du territoire

fertilisants



Création 2001-10-15



Action et engagement... pour une agriculture durable

Conservation des sols et protection des cours d'eau avantageuses et judicieuses

navigation



Création 2001-10-15

Des techniques culturales moins

dommageables à la structure du sol et à son intégrité

- le travail minimal du sol
- le semis direct (sans labour)
- la culture sur billons

contribuant à conserver plus de résidus de culture en surface et à garder le sol à la fois plus aéré et plus stable, d'où moins de ruissellement, moins d'érosion et, par là même, moins d'apport dans les cours d'eau de résidus de pesticides, d'azote et de phosphore provenant des parcelles cultivées

En Montérégie, près du tiers des superficies ensemencées le sont maintenant selon ces techniques.



Des mesures pour contrer la détérioration de la qualité de l'eau par l'érosion du sol

Des pratiques culturales plus bénéfiques au maintien des sols et de leur santé

- *l'implantation de plantes de couverture* évitant de laisser le sol à nu avant, pendant ou après la croissance d'une culture, pour le protéger des risques d'érosion et de perte d'éléments fertilisants
- *la rotation équilibrée des cultures* permettant de conserver ou de redonner au sol ses propriétés biophysiques et, par surcroît, de limiter l'utilisation d'engrais en raison de sa fertilité accrue

Des aménagements naturels

- les *haies brise-vents*, destinées surtout :
 - à prévenir l'érosion du sol par le vent
 - à atténuer la poussière, le bruit et les odeurs
 - à fournir un refuge aux oiseaux et insectes utiles
- les *bandes de protection riveraine* formant, au bord d'un cours d'eau, des zones tampons (enherbées ou boisées) qui protègent l'habitat riverain et freinent la migration de particules de sol, d'éléments fertilisants et de pesticides en provenance des champs

Le non-accès au cours d'eau du bétail en pâturage

avec mise en place de clôtures et d'installations d'abreuvement contrôlé (distantes des cours d'eau), pour éviter le piétinement destructif des rives et la pollution de l'eau par les déjections animales

Des aires de pâturage bien planifiées et aménagées en retrait des cours d'eau s'implantent graduellement.

[page d'accueil](#)

[haut de la page](#)



Action et engagement... pour une agriculture durable

Gestion des pesticides
rationnelle et efficiente

navigation



Création 2001-10-15

L'application restreinte des pesticides

- par la réduction des doses d'herbicides, pratique qui gagne en popularité
- par le traitement en bandes ou localisé

L'abandon de pesticides

- par l'emploi accru du désherbage mécanique
- par la culture sans herbicide sur plus de 1 300 hectares
- par la culture biologique 700 producteurs certifiés ou en voie de certification

Le recours à la lutte intégrée

qui, dans un processus décisionnel, fait appel à tous les moyens nécessaires (chimiques, mécaniques, physiques, cultureux, biologiques...) pour réduire les populations d'organismes nuisibles de façon efficace, économique et environnementale

Sur 4 fois plus d'hectares (20 900 ha) en 2 ans chez les agriculteurs membres des clubs-conseils en agroenvironnement

Sur plus de 10 000 hectares de cultures maraîchères et fruitières chez les membres des clubs d'encadrement technique

La promotion et la mobilisation

grâce à un ensemble d'outils pratiques mis à la portée du milieu et à une campagne intensive articulée autour du slogan *Pesticides agricoles : moins et mieux*

Dans les trois dernières années, plus de 100 000 exemplaires de publications variées ont été distribués.

De 1992 à 1997, d'après les données connues, les quantités de pesticides utilisées par unité de surface ont diminué de 11 %.

Les taux « hors normes » de résidus de pesticides dans les fruits et les légumes sont passés de 9 % à 0,3 % en moins de 7 ans.

* Stratégie phytosanitaire : ensemble d'actions structurées et concertées pour la protection des plantes visant la réduction des pesticides et l'adoption de la lutte intégrée.



Des actions pour réduire les risques que posent les pesticides et leurs résidus pour les personnes, les animaux de ferme et l'environnement, dans le cadre de la Stratégie phytosanitaire mise en œuvre par le MAPAQ et ses partenaires*

pesticides

[page d'accueil](#)

[haut de la page](#)



Action et engagement... pour une agriculture durable

Les 350 conseillers du MAPAQ

dont le rôle consiste à orienter le secteur agricole par des interventions stratégiques et ciblées

L'équivalent de 150 personnes-années consacrées exclusivement au dossier de l'environnement

Les 76 clubs-conseils en agroenvironnement

dont la démarche unique et éprouvée permet à plus de 4 000 agriculteurs membres, avec l'aide de quelque 150 conseillers attirés, de développer et partager expérience et savoir sur les techniques douces pour l'environnement

Prix phénix de l'environnement 2001

Les 47 clubs d'encadrement technique

dont le but est de partager des services-conseils spécialisés en protection des cultures horticoles (notamment le suivi méthodique des ennemis des cultures), et aussi en production animale

Les 15 agents agroenvironnementaux de l'UPA (Union des producteurs agricoles)

dont le travail vient appuyer, dans toutes les régions du Québec depuis 1998, la mise en œuvre de la Stratégie agroenvironnementale de l'UPA, en complémentarité avec les services-conseils régionaux

Les 3 organismes de gestion des fumiers

dont la mission est d'offrir à un millier d'entreprises agricoles, dans les régions à forte concentration d'élevage, des services permettant de valoriser le fumier

- Ageo (bassin versant de la rivière Yamaska)
- Cogenor-Lanaudière (bassin versant de la rivière L'Assomption)
- Fertior (bassin versant de la rivière Chaudière)

Les secteurs coopératifs et privés

qui ont, eux aussi, emboîté le pas et intégré les préoccupations agroenvironnementales dans leur gamme de services offerts aux entreprises agricoles

Toutes ces équipes et organisations font progresser les entreprises agricoles par des centaines d'activités annuelles de sensibilisation et de promotion : journées d'information, colloques, démonstrations à la ferme...



Des équipes et organisations pour fournir à chaque agriculteur, partout au Québec, des services professionnels qui intègrent les préoccupations environnementales dans une approche favorisant la responsabilisation et l'action

services-conseils

Services-conseils
performants et mobilisateurs

navigation



Création 2001-10-15



Action et engagement... pour une agriculture durable

Recherche-développement
engagée et créative

navigation



Création 2001-10-15

L'IRDA (Institut de recherche et de développement en agroenvironnement)

qui, depuis sa création en 1998, contribue à rassembler une masse critique de ressources - humaines, techniques et matérielles - en un réseau d'expertises complémentaires (scientifiques, technologues et ingénieurs des secteurs public, privé et universitaire) où les problèmes complexes d'environnement trouvent des solutions simples, concrètes et rapidement applicables

Plus de 130 projets réalisés ou en voie de réalisation

Plus de 200 activités de transfert technologique par année

Des entreprises et organismes d'innovations environnementales

qui, déjà très présents, occupent activement des domaines pointus dans les campus universitaires, les parcs technologiques et les centres ruraux à vocation agricole

[page d'accueil](#)



Des regroupements de compétences pour améliorer les connaissances et les technologies en matière de préservation des ressources, en vue d'associer performance économique et sauvegarde de l'environnement

développement



Action et engagement... pour une agriculture durable

Formation et information
dynamiques et actuelles

navigation



Création 2001-10-15

Des cours et des programmes d'études à dominante agroenvironnementale

qui, alliant davantage théorie et pratique, sont offerts depuis quelques années par les collèges et les universités à vocation agricole et environnementale, à une clientèle élargie (producteurs, ouvriers et relève agricoles, conseillers, gestionnaires, ingénieurs... et aussi formateurs)

- un premier diplôme collégial à portée agroenvironnementale, offert depuis 1995 à l'Institut de technologie agroalimentaire de La Pocatière
- une série de cours sur mesure portant sur la réalisation du PAEF et la lutte intégrée contre les ennemis des cultures s'adressant aux producteurs et technologues agricoles



Un savoir et un savoir-faire à la portée des entreprises et des intervenants du monde agricole pour adopter rapidement des modes de production toujours plus respectueux de l'environnement

Des renseignements spécialisés rapidement et largement diffusés

- Agri-Réseau qui, depuis peu mis en ligne sur Internet, fournit gratuitement aux professionnels de la terre une somme inégalée d'informations en matière d'agroenvironnement
- Le Réseau d'avertissements phytosanitaires (RAP) dont les milliers d'abonnés reçoivent, à 84 % via Internet, des conseils d'intervention et des recommandations de bonnes pratiques visant à « moins et mieux » employer les pesticides
- Le Centre de référence en agriculture et agroalimentaire du Québec (CRAAQ), nouveau carrefour québécois de la diffusion du savoir, qui met à la disposition du monde agricole des outils pratiques comme :

Guide de gestion intégrée des ennemis du pommier

Ma ferme, j'en prends soin ! : auto-évaluation de mes pratiques agroenvironnementales

Des associations agricoles qui, en partenariat, se dotent de documents clés :

Guide des pratiques de conservation en grandes cultures

Guide d'une démarche agroenvironnementale en production porcine

Guide des bonnes pratiques agroenvironnementales pour la gestion des fumiers des bovins de boucherie

Trousse d'auto-évaluation agroenvironnementale pour les entreprises de production de pommes de terre

[page d'accueil](#)

[haut de la page](#)



Action et engagement... pour une agriculture durable

Mesures législatives
et réglementaires
cohérentes et réalistes

navigation



Création 2001-10-15

Des modifications structurantes apportées au Régime de protection des activités agricoles

- qui prévoient le développement et le maintien des activités agricoles en zone agricole
- qui donnent aux municipalités plus de latitude pour régir l'emplacement de nouveaux bâtiments d'élevage en conformité avec des orientations gouvernementales renouvelées
- qui accélèrent la mise en œuvre du régime

De nouvelles exigences introduites dans le Règlement sur la réduction de la pollution d'origine agricole (RRPOA)

qui permettent d'établir sur le territoire un équilibre entre les élevages et la capacité de support des sols

Une disposition officielle ouvrant la voie à l'écoconditionnalité

qui, avec l'adoption du projet de loi 184, va autoriser La Financière agricole du Québec à lier le versement de ses aides au respect de critères environnementaux

[page d'accueil](#)



Des mesures concertées pour donner priorité aux activités agricoles en zone verte et permettre aux producteurs de consolider leur entreprise dans le respect des citoyens et de l'environnement

mesures



Action et engagement... pour une agriculture durable

Outils financiers
d'accompagnement
incitatifs et stimulants

navigation



Création 2001-10-15

**Le PAAGF ou Programme d'aide à
l'amélioration de la gestion des fumiers**
(1988-1997)

**Le PAIA ou Programme d'aide à
l'investissement en agroenvironnement**
(1997-1999)

**Le Programme agroenvironnemental
du CDAQ (Conseil pour le développement
de l'agriculture du Québec)**
(1998-2002)

**Le Programme agroenvironnemental de
soutien à la Stratégie phytosanitaire**
(1998-2003)

Prime-Vert
(1999-2003)

[page d'accueil](#)



*Des programmes à effet de
levier pour favoriser
l'adoption de pratiques
agricoles plus respectueuses
de l'environnement*

outils financiers



Action et engagement... pour une agriculture durable

Des faits saillants
marquants et engageants

navigation



Création 2001-10-15



*Des actes et événements pour
mettre en lumière les chantiers
ouverts qui ont mobilisé,
progressivement, acteurs et
décideurs autour du défi
agroenvironnemental et de
son enjeu socio-économique*

des faits saillants

1990

Le milieu agricole entreprend, collectivement, le virage environnemental.

L'ensemble du milieu continue sur la lancée de divers petits groupes d'agriculteurs et d'intervenants des secteurs public et privé, pionniers depuis plusieurs années d'une agriculture douce et durable.

1992

Le *Sommet sur l'agriculture québécoise* devient le point de départ d'une vaste réflexion sur le développement durable.

La *Stratégie phytosanitaire*, visant à réduire l'utilisation des pesticides en agriculture, s'amorce sous la conduite du MAPAQ.

Elle trouve appui depuis 1998 dans le Plan d'action Saint-Laurent Vision 2000 et insuffle un mouvement de conversion vers la lutte intégrée.

1993

La collectivité agricole se positionne davantage sur la voie du développement durable avec *l'Entente auxiliaire Canada-Québec pour un environnement durable en agriculture issue du Plan Vert* pancanadien.

Cette entente prendra fin en décembre 1997, après avoir suscité à divers niveaux des centaines de projets, dont un projet-pilote de 12 clubs-conseils en agriculture durable.

Trois *organismes de gestion des surplus de fumier*, appelés aujourd'hui « organismes de gestion des fumiers », sont mis sur pied dans les trois bassins versants – à forte concentration d'élevages – des rivières L'Assomption, Chaudière et Yamaska.

1994

Le *Forum sur le développement durable* permet à une quarantaine d'organisations, en relation avec le monde agricole, de se donner une vision commune et concrète du développement durable.

1995

Le MAPAQ se dote, à la suite du Forum sur le développement durable, d'une *politique de développement durable* par laquelle il s'engage à développer le secteur agricole et agroalimentaire dans le respect de l'environnement et en harmonie avec les gens et les diverses activités du territoire.

1996

La *loi 23* vient favoriser l'utilisation prioritaire du sol à des fins d'agriculture ainsi que la coexistence des activités agricoles et non agricoles.

1997

Le *Règlement sur la réduction de la pollution d'origine agricole* (RRPOA) entre en vigueur.

Les clubs-conseils en agroenvironnement prennent leur envol grâce au partenariat CDAQ-MAPAQ.

© Gouvernement du Québec, 2002
Le succès est instantané : en moins de deux ans, on dépasse le cap des 50 clubs-conseils.

La Fédération des producteurs de porcs du Québec, avec ses partenaires, présente son *Plan agroenvironnemental de la production porcine*.

1998

À la Conférence sur l'agriculture et l'agroalimentaire québécois, les participants déclarent que la croissance passe par le respect de l'environnement et conviennent de créer le *groupe de travail « Un environnement à valoriser »*.

Ce groupe de travail a pour mandat de faire en sorte que, d'ici 2005, les 20 000 fermes représentant 90 % des activités agricoles du Québec adoptent des pratiques davantage respectueuses de l'environnement.

Le MAPAQ annonce le *Programme d'aide à l'implantation de vitrines pour les procédés de traitement des fumiers*.

L'UPA (Union des producteurs agricoles) enclenche sa *Stratégie agroenvironnementale*.

L'IRDA (Institut de recherche et développement en agroenvironnement) est créé.

1999

Au Rendez-vous des décideurs, le *plan d'action pour l'agroenvironnement* est adopté à l'unanimité.

Le programme *Prime-Vert* du MAPAQ est mis en place, afin de faire du virage agroenvironnemental une réalité.

Le *Portrait agroenvironnemental des fermes* du Québec est rendu public.

32 rapports différents sont réalisés, présentant l'information pour l'ensemble du Québec, les régions, les trois grands bassins versants excédentaires en fumier et les 12 principaux secteurs de production agricole.

2000

Le BAPE (Bureau d'audiences publiques sur l'environnement) dépose son *rapport sur la gestion de l'eau au Québec* dans lequel il recommande d'investir davantage dans la résolution de la problématique de la pollution agricole diffuse.

Une ferme de l'Estrie est la *première entreprise laitière à obtenir la certification ISO 14001* en Amérique du Nord.

Reconnue dans plus de 110 pays, la norme ISO 14001 est un outil permettant d'intégrer l'environnement dans la gestion quotidienne de l'entreprise pour éviter ou réduire les nuisances sur l'environnement et prévenir les risques de pollution.

2001

Le MAPAQ et la Fédération des producteurs de porcs du Québec paraphent la *Convention de mise en œuvre de l'écoconditionnalité dans la production porcine au Québec*.

Deux *centres régionaux de traitement de fumier sont construits* : l'un en Chaudière-Appalaches, l'autre dans Charlevoix avec le soutien de la Corporation de la Réserve mondiale de la Biosphère.

Le gouvernement adopte le projet de loi 184, qui introduit le *principe d'écoconditionnalité*.

De nouvelles dispositions s'ajoutent au RRPOA : elles viennent établir des exigences strictes quant à l'ajout d'animaux dans des *zones d'activités limitées*.



Action et engagement... pour une agriculture durable

Gestion du fumier

En 1999-2000, plus de 1 000 ouvrages d'entreposage de fumier ont été construits, soit le double de l'année précédente; en 2000-2001, plus de 1 200.

Le nombre d'agriculteurs ayant fait appel aux services de l'un des trois organismes de gestion des fumiers est en hausse de 36 % en 2000-2001.

Gestion des fertilisants

En 1999-2000, près de 2 200 entreprises se sont dotées d'un PAEF (plan agroenvironnemental de fertilisation); en 2000-2001, plus de 3 200 autres, pour une hausse annuelle de 47 %.

Conservation des sols et protection des cours d'eau

En 1998, pour l'ensemble du Québec, 12 % des superficiesensemencées en cultures annuelles étaient déjà façonnées par un travail réduit du sol.

Aujourd'hui, pour la seule région de la Montérégie, où se concentrent 25 % des cultures annuelles du Québec, ces superficies sont estimées à près de 30 %.

Gestion des pesticides

Par rapport à 1992, la réduction des pesticides agricoles se chiffrerait en 1998 à environ 10 % (contre 5,3 % l'année précédente) selon les quantités vendues, et davantage selon les quantités utilisées par unité de surface, si l'on se réfère aux données préliminaires du MENV recueillies pour le bilan 1998 des ventes de pesticides au Québec.

On remarque la popularité croissante de techniques, plus douces, employées en complément ou en remplacement des pesticides.

[page d'accueil](#)

[haut de la page](#)



Des signes de l'adhésion active au défi agroenvironnemental pour encourager les actions entreprises individuellement et collectivement

Entreprises agricoles utilisant au moins une méthode de lutte non chimique*...

Baisse des ventes d'engrais phosphatés au Québec (tonnes métriques)...

gains petits et grands

Des gains petits et grands stimulants et bénéfiques

navigation

Création 2001-10-15



Action et engagement... pour une agriculture durable

Gestion du fumier

D'ici 2003, les entreprises agricoles se mettront en conformité environnementale quant à l'entreposage étanche et suffisant du fumier, selon les échéances prévues.

D'ici 2005, 50 % du volume de fumier liquide (lisier) sera épandu selon des méthodes réduisant la propagation des odeurs et les pertes en éléments fertilisants.

Gestion des fertilisants

D'ici 2003, l'ensemble des entreprises visées par le RRPOA détiendra un PAEF (plan agroenvironnemental de fertilisation) conformément au calendrier prévu.

Conservation des sols et protection des cours d'eau

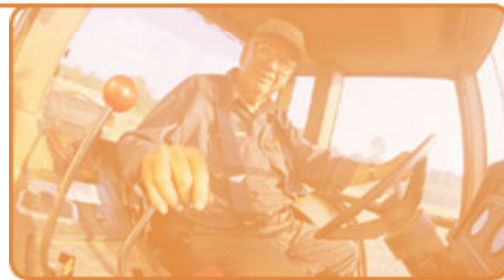
D'ici 2003, le travail réduit du sol (défini, ici, comme étant un travail laissant sur le sol 30 % de résidus de culture après semis) se pratiquera sur plus de 25 % des surfaces ensemencées en cultures annuelles.

D'ici 2005, tout exploitant agricole devra, sur ses terres, protéger les bandes riveraines et limiter l'accès des animaux de ferme aux lacs et cours d'eau.

Gestion des pesticides

D'ici 2003, 70 % des superficies de « céréales » (avoine, blé et orge), de maïs, de soja, de pommes et de pommes de terre seront cultivées selon l'approche de lutte intégrée de la Stratégie phytosanitaire.

D'ici 2003, producteurs et intervenants agricoles poursuivront le but fixé par la Stratégie phytosanitaire de réduire de 50 % l'emploi des pesticides par rapport à 1992.



Des visées claires pour obtenir des résultats tangibles, définis de façon consensuelle dans le plan d'action 1998-2005 du groupe de travail « Un environnement à valoriser »

[Clubs-conseils en agroenvironnement...](#)

des objectifs



Création 2001-10-15



Action et engagement... pour une agriculture durable

Pour en savoir plus...
via Internet

navigation



Création 2001-10-15

Agri-Réseau

www.agrireseau.qc.ca

Le CDAQ ou Conseil pour le développement de l'agriculture du Québec et ses programmes

www.cdaq.qc.ca

Les clubs-conseils en agroenvironnement

www.clubsconseils.org

Le CRAAQ ou Centre de référence en agriculture et agroalimentaire du Québec

www.craaq.qc.ca

La Fédération des producteurs de porcs du Québec et son Plan agroenvironnemental de la production porcine québécoise

www.leporcduquebec.qc.ca

Le groupe de travail « Un environnement à valoriser » et son plan d'action

Information sur le site web du MAPAQ

L'IRDA ou Institut de recherche et de développement en agroenvironnement

www.irda.qc.ca

Le MAPAQ ou ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

www.agr.gouv.qc.ca

Le MENV ou ministère de l'Environnement

www.menv.gouv.qc.ca

Le RAP ou Réseau d'avertissements phytosanitaires

www.agr.gouv.qc.ca/dgpar/rap

La Stratégie phytosanitaire

www.agr.gouv.qc.ca/dgpar/agroenv/slv-strategie.html

L'UPA ou Union des producteurs agricoles et sa Stratégie agroenvironnementale

www.upa.qc.ca

[page d'accueil](#)

[haut de la page](#)



savoir plus